

qu'accomplit cette organisation et nous sommes impatients de participer pleinement à ses activités.

L'adhésion du Canada à l'Institut interaméricain des sciences agricoles est également à un stade d'étude très avancé. Nous avons eu l'honneur de recevoir l'année dernière au Canada le Directeur général de l'Institut et j'ai pour ma part eu le grand plaisir de le visiter pendant mon séjour à San José. Ces entretiens m'ont permis de confirmer que l'Institut serait un facteur important dans le travail que nous cherchons à accomplir en Amérique latine, car une partie considérable de l'effort canadien revêt la forme d'assistance technique en agriculture. Nous désirons contribuer dans toute la mesure du possible aux travaux de l'Institut interaméricain des sciences agricoles et, pour appliquer de façon plus efficace notre programme de coopération, nous escomptons profiter des renseignements et des services qui peuvent être mis à la disposition des membres de cet organisme.

D'autre part, le Canada soumettra sous peu des demandes d'adhésion à la Conférence interaméricaine de sécurité sociale ainsi qu'à l'Institut indienne interaméricain.

Enfin, nous avons étudié la meilleure façon d'établir une collaboration plus étroite avec le Centre interaméricain de promotion des exportations. A l'occasion de la visite à Ottawa du Directeur du Centre en novembre dernier, et lors de conversations ultérieures, nous avons envisagé de mettre des spécialistes canadiens à la disposition du Centre. Nous reconnaissons l'importance de la promotion des exportations pour les pays de l'Amérique latine, et nous espérons qu'une contribution canadienne de ce genre représentera un apport utile au travail du Centre interaméricain de promotion des exportations.

Ce bref examen des liens institutionnels qui s'accroissent entre le Canada et le reste de l'hémisphère ne serait pas complet si l'on ne mentionnait pas, premièrement notre étroite collaboration avec la Banque interaméricaine de développement qui administre depuis plus de six ans des fonds canadiens destinés au développement économique de l'Amérique latine; deuxièmement, notre participation continue aux travaux de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, du Centre interaméricain des administrateurs fiscaux, du Centre d'études monétaires d'Amérique latine et de l'Institut interaméricain de statistique; et, troisièmement notre présence de longue date au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine. Nous croyons que le Canada a sa place dans ces organismes spécialisés et qu'il peut y jouer un rôle encore plus important. Nous sommes actuellement en train d'examiner les moyens de parvenir à cette fin.

MOYEN CONCRET DE COOPÉRATION

J'en arrive maintenant à l'essentiel de la question de notre collaboration avec les membres de l'hémis-

phère. Nous croyons qu'il est indispensable d'établir des liens institutionnels satisfaisants. Vous comprendrez donc que nous souhaitons votre accord sur la création au sein de l'Organisation des États américains d'une mission canadienne permanente d'observateur.

Nous recherchons des moyens concrets de coopérer avec vous dans le domaine socio-économique. Une mission d'observateur ne fonctionnerait pas seulement en vertu de son accréditation auprès de l'Organisation des États américains et en collaboration avec elle, mais elle serait également un organisme intégré à la structure générale du Gouvernement canadien, qui se consacrerait au progrès de nos relations avec cette si importante institution interaméricaine. Elle serait la dépositaire de connaissances techniques appréciables en ce qui concerne les mécanismes de la coopération dans notre hémisphère. Elle serait une source inestimable de renseignements pour nous guider dans l'affectation des ressources que nous destinons à l'Amérique latine. Dans les décisions que le Canada sera appelé à prendre, les besoins de l'Amérique latine pourront être discernés dans une meilleure perspective grâce à un apport régulier et documenté de l'Organisation des États américains.

Par ailleurs nous osons croire qu'une mission canadienne d'observateur offrirait des avantages à l'Organisation et à ses membres. Cette collaboration plus étroite avec l'Organisation des États américains représente pour nous un aspect important de la politique canadienne vis-à-vis l'Amérique latine.

Nous savons que cela peut représenter à certains égards certaines difficultés que nous apprécions et que nous comprenons. Je fais donc appel à votre bonne coopération pour atteindre ce but. Car, comme le disait l'ancien premier ministre du Canada, monsieur Lester B. Pearson, dans son rapport *Partners in Development*: "Nous croyons qu'une campagne internationale de coopération afin de lancer les pays en voie de développement vers une rapide expansion de leur indépendance économique est une tâche à notre portée. C'est un objectif noble auquel l'humanité est appelée durant la dernière partie du XXe siècle."

PRÊT RECORD À L'INDE

Un prêt de 40 millions de dollars à l'Inde pour l'achat de produits industriels canadiens a été signé le mois dernier, à New Delhi, par M. Paul Gérin-Lajoie, président de l'Agence canadienne de développement international, et par des représentants du Gouvernement de l'Inde. M. Gérin-Lajoie était alors en mission officielle en Asie du Sud-Est où il s'est entretenu des politiques de développement avec les représentants des Gouvernements de la Malaisie, de la Thaïlande, du Sud-Vietnam et de l'Inde ainsi